

ILS RÉCLAMENT
UNE VIE DIGNE,
UN SALAIRE
DÉCENT ET UN TOIT

Un millier d'agents
communaux
dans la rue
à Béjaïa

Près d'un millier de travailleurs des communes de la wilaya de Béjaïa ont participé, hier dans la matinée, à une marche pacifique, initiée par le syndicat Snapap dans la ville de Béjaïa pour crier leur colère face à la «dégradation vertigineuse» de leur pouvoir d'achat et dénoncer «le mépris» des pouvoirs publics à leur égard.

La manifestation de rue des communaux, venus de différentes communes de la wilaya, s'est ébranlée vers les coups de 11h, de l'esplanade de la Maison de la culture pour se diriger ensuite vers le siège de la Wilaya en adoptant les mots d'ordre : «Augmentation des salaires. Respect des libertés syndicales et du droit de grève. Promulgation dans l'immédiat du statut et du régime indemnitaire et l'accès à la retraite sans condition d'âge.»

S'exprimant lors d'une prise de parole improvisée au cours du regroupement observé devant le siège de la wilaya, Kerkour Nordine, secrétaire général du Snapap de Béjaïa, a descendu en flèche la politique de la centrale syndicale l'Ugta laquelle, selon lui, «a dévoyé le combat de Abane et d'Aïssat Idir».

«Après avoir activement contribué au démantèlement des entreprises économiques, l'Ugta s'attelle aujourd'hui à l'étranglement du secteur de la Fonction publique. Nous revendiquons notre droit à une vie digne, un salaire décent et un toit», fulmine le syndicaliste du Snapap, tout en soulignant dans la foulée le paradoxe algérien : «Un pays riche mais un peuple pauvre. Nos dirigeants ont trahi la mémoire des martyrs de la Révolution», s'indigne l'orateur.

Cette démonstration de force intervient au troisième jour de la grève des communaux, qui a paralysé l'ensemble des services des communes de la wilaya.

A. Kersani

EFFACEMENT DE LA DETTE DES AGRICULTEURS

L'UNAL jette un pavé
dans la mare

L'Union nationale des agriculteurs libres exige de mettre toute la lumière sur le dossier de l'effacement de la dette et affirme qu'il y a incompatibilité entre le montant avancé par le gouvernement et le nombre de dossiers traités. «Il y a anguille sous roche», pense Lounès Hamdi, vice-président de l'Unal.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) -S'exprimant, hier, à l'occasion d'une conférence de presse, le vice-président de l'Union nationale des agriculteurs libres n'y est pas allé par trente-six chemins pour remettre en cause la démarche du département de Rachid Benaïssa dans le traitement du dossier de l'effacement de la dette des agriculteurs.

«Le 28 février 2009, le président avait annoncé lors d'un meeting à Biskra, l'effacement de la dette des agriculteurs et

des éleveurs. Une enveloppe de 41 milliards de dinars a été consacrée à cet effet. Cependant, aujourd'hui, le ministère de l'Agriculture ne parle que de l'effacement de 36 milliards de dinars de dettes, pour 77 497 agriculteurs. Alors, je pose la question : «Où sont d'abord passés les 5 milliards de dinars de différence ? En second lieu, les 77 497 agriculteurs qui ont bénéficié de l'effacement de la dette ne représentent que 60 % au maximum de l'ensemble des agriculteurs

syndiqués. Le chef de l'Etat a parlé de l'ensemble des agriculteurs et éleveurs, et le montant qu'il a avancé était étudié et censé couvrir la dette de tous. Comment se fait-il que la dette de seulement 77 497 agriculteurs peut atteindre les 36 milliards de dinars ?» s'est-il interrogé. Lounès Hamdi va encore plus loin et enchaîne : «Je dispose d'un document officiel signé par le ministre des Finances, Karim Djoudi, et dans lequel est mentionné l'effacement de la dette de 77 179 agriculteurs, alors que dans le Journal officiel du 1^{er} décembre 2010, on parle de 77 497. Il y a une différence de 318 cas et c'est énorme à nos yeux. Ensuite, et dans ce même document, on parle de l'efface-

ment de la dette de 415 aviculteurs pour un montant de 497 millions de dinars auprès de la Badr, et de 5 autres aviculteurs auprès de la Caisse nationale de mutualité agricole, pour un total de 12, 547 millions de dinars. A mon sens, il y a deux poids et deux mesures, et en plus, cette somme est censée couvrir la dette de plus de 415 aviculteurs.» Enfin, le président de l'Unal, Kaïd Salah, a de son côté, rendu publique une lettre adressée au président de la République, dans laquelle il demande à ce dernier d'intervenir pour l'application de sa promesse, émise un mois avant le lancement de la campagne électorale, le 19 mars 2009.

M. M.

SOMIK : LA CONTESTATION S'ÉTEND
AUX TRAVAILLEURS DES CHANTIERS

Les travaux de maintenance au niveau
de la plateforme pétrochimique suspendus

La contestation au sein de la Somik s'est élargie, hier, aux travailleurs des chantiers de réalisation, confiés à l'ENIP, GL1K et KBR (USA). Les travaux de maintenance au sein des unités des deux complexes et du méga-train ont été suspendus jusqu'à satisfaction des revendications des travailleurs.

Les calorifugeurs, les manœuvriers et les échafaudeurs ont suivi le mot d'ordre de leurs collègues de l'administration visant à paralyser les activités de la plus importante entreprise de maintenance. Même les travailleurs licenciés y ont pris part.

Regroupés devant le poste d'accès de l'entreprise, près de 600 travailleurs ont demandé le départ de quatre responsables de la société, à savoir le président-direc-

teur général, le directeur de administration et des finances, le directeur des travaux d'engineering et de prospection et le directeur opérationnel. Le premier cité a, lors d'une tentative de dialogue avec les grévistes, été chassé par ces derniers, évitant leur foudre en étant évacué de justesse à bord d'un véhicule Marutti. Un chef de département a été, selon des sources concordantes, sorti de son bureau. D'autres collaborateurs de responsables ont dû, de crainte de se faire lyncher, quitter leurs bureaux et s'enfuir, via l'EGZIK.

Des mesures d'apaisement ont été décidées à l'issue de la réunion qui s'est tenue mardi. Parmi ces mesures, il y a la reconduction de la convention des travaux liant Sonatrach à la Somik, pour une durée de 3 années, avec, à la clé, la sauvegarde de 500 postes d'emploi et la révision des tarifs de prestations.

Concernant les arriérés de salaire, les 28% seront versés le 5 mars, date de paiement du personnel, alors que la PRI et la PRC le seront en avril. Pour l'étude des recours des contrats à durée indéterminée, une commission mixte composée de personnel administratif et de syndicalistes a été installée. Sa mission est de sauver les emplois, selon les critères d'équité et de transparence. «Ce n'est pas seulement une question de salaire, c'est davantage pour la dignité et l'essor de l'entreprise, à laquelle on a tout donné, que nous nous sommes soulevés. A l'époque de l'ancien président-directeur général, la société remportait des marchés aisément et de manière réglementaire. De même, du temps du défunt Djemaâi, la Somik était en force au Sud. «Ce temps est révolu», diront en chœur, un groupe de travailleurs.

Zaid Zoheir

DRAÂ-EL-MIZAN

La RN 25 fermée

Les habitants du village Maâmar ne comptent pas rouvrir la RN 25 qu'ils ont fermé à la circulation depuis dimanche dernier.

En dépit des pourparlers engagés avec les autorités locales, à leur tête le P/APC, les citoyens dudit village campent sur leurs positions jusqu'à la satisfaction de leur revendication essentielle, à savoir le lancement du programme de construction dans le cadre de la résorption

tion de l'habitat précaire (RHP). Pour rappel, dans un passé récent, les villageois de Maâmar ont procédé à la fermeture de la très fréquentée RN 25 pour exiger le lancement du programme RHP, destiné aux occupants de la cité coloniale, dite cité Maâmar.

Tout avait été ficelé et une assiette foncière déga-gée, malheureusement un glissement de terrain avait tout remis en cause, et, depuis, rien n'a été fait et ce, bien que le dossier ait été ficelé.

«C'est pour cette raison que nous sommes revenus à la charge, car nous n'en pouvons plus, cette situation est devenue insoutenable,

notamment en hiver», nous dira un citoyen du village.

Pourtant, selon une source très au fait du sujet, un compromis a été vite trouvé entre le premier responsable de la commune et les représentants des protestataires le premier jour de leur action, avant que tout ne

retombe de nouveau à l'eau, après le refus de plusieurs occupants de la cité de la proposition qui consistait à reloger quelques dizaines de familles, tout en reconstruisant en même temps des logements sur le même site.

Un refus attendu, du fait de la problématique des

familles qui devraient encore patienter. Même si on dit ça et là que le problème est presque réglé et que les travaux seront entamés à la mi-mars prochain, il n'en demeure pas moins que les citoyens ne décolèrent pas.

Slimane S.

Frikat : la mairie fermée

Depuis dimanche dernier, le siège de la mairie de Frikat demeure fermé par les citoyens d'Imazgharène, le plus grand village de la commune en termes de population, pour exiger des pouvoirs publics la résolution définitive de leurs problèmes, qu'ils ont déjà exposés aux élus locaux au mois d'août dernier. Les revendications de la population portent, entre autres, sur le bitumage des routes et pistes, l'alimentation en gaz naturel, l'aide à l'habitat rural, l'alimentation en eau potable, etc... «C'est à cause des promesses non tenues que nous avons décidé

de revenir à la charge, reprendre la contestation et aller jusqu'au bout», nous dira un citoyen d'Imazgharène. A noter que le maire et les élus ont reçu une délégation de citoyens et pris acte de leur plate-forme de revendications en promettant de faire tout leur possible pour la satisfaire. Les habitants d'Imazgharène ne veulent rien savoir et exigent la venue des directeurs de wilaya concernés, car leur commune n'est pas en mesure de répondre seule à leurs doléances.

Slimane S.

Les avocats solidaires des greffiers

Décidés à ne pas lâcher prise, les greffiers des tribunaux et de la cour de Tizi-Ouzou ont poursuivi hier leur mouvement de grève. Ils bouclent ainsi une semaine d'un débrayage qui semble parti pour durer tant que la rencontre projetée entre les délégués représentant chacune des 36 cours du pays avec le ministre de la Justice n'a pas lieu. Hier donc, malgré les menaces de repréaillies dont ils disent faire l'objet, les greffiers, convaincus du bien-fondé de leur mouvement, ne semblaient pas près de céder. Il faut dire que leur conviction s'est singulièrement renforcée avec les marques de soutien qui leur sont témoignées dont celle d'un groupe d'avocats parmi les plus «influents» du barreau de Tizi-Ouzou. Sans ambages, ce collectif d'avocats exprime, à travers une déclaration rendue publique, son soutien aux revendications «légales et légitimes» des greffiers. En plus, tout en saluant l'action de ces derniers et leur disposition à assurer un service minimum afin de préserver les droits des justiciables, les avocats du barreau de Tizi-Ouzou affirment que «la prise en charge des revendications des greffiers ne fera que renforcer le secteur public de la justice et contribuera à une meilleure qualité de service».

A. M.